

# Nouvelle perturbation dans le secteur de l'Education

# LE JOUR

## D'ALGERIE

Votre quotidien national

Quatorzième année - N° 5007 - Dimanche 16 février 2020 - Prix : 10 DA

Diffusion de l'information officielle

### Le rappel à l'ordre de la Présidence

Après son adoption à la majorité à l'APN

## Le Plan d'action du gouvernement voté aujourd'hui au Sénat

### Le non-jeunisme des jeunes démocrates américains

Par Mohamed Habili

**P**our la première fois depuis le début de la campagne des primaires démocrates, ce qui tout de même remonte à plusieurs mois, Bernie Sanders, le sénateur indépendant du petit Vermont, arrive en tête des sondages nationaux devant Joe Biden, l'ancien vice-président sous Barack Obama, et tout comme lui sinon plus la personnification du centrisme au sein du parti. Jusqu'aux caucus de l'Iowa et les primaires de New Hampshire, que Biden a perdus, et nettement qui plus est, ses partisans, et en premier lieu l'establishment démocrate, ne nourrissaient qu'une seule crainte, ou plutôt deux, à son endroit. D'une part, sa propension à faire des gaffes, dont d'ailleurs il est le premier à se moquer, se qualifiant lui-même de «machine à gaffes». On avait peur qu'il ne sorte au cours de la campagne une qui soit irrattrapable, fatale. D'autre part, son âge, assez avancé en effet, puisqu'il a 78 ans. Or il y a dans la course à la nomination plus vieux que lui : Bernie Sanders, 79 ans. Cet amoncellement des ans ne l'a empêché ni de prendre les devants ni d'être le favori des plus jeunes d'entre les électeurs démocrates. De là ce qui peut rassembler à une bizarrerie, à une exception locale : la majorité des plus jeunes démocrates préfèrent le moins jeune des candidats. Partout ailleurs dans le monde, son âge aurait joué contre lui.

Suite en page 3

Gouvernement et walis détaillent, aujourd'hui, le plan d'action de l'exécutif

# Objectif : mettre fin aux inégalités régionales



PH/D. R.

Tel qu'annoncé par le Président Abdelmadjid Tebboune lors d'un Conseil des ministres, la rencontre gouvernement-walis 2020 s'ouvrira ce matin au Palais des nations, Alger. Le but est d'aboutir à une feuille de route de mise en application «équitable» du plan du gouvernement afin de mettre un terme aux disparités et inégalités de développement régionales et locales. Lire page 2

Tiwizi en Kabylie

## Les chants des cueilleuses d'olives, un patrimoine à sauvegarder

Office national de la culture et de l'information

## Un riche programme pour la Journée du chahid

Gouvernement et walis détaillent, aujourd'hui, le plan d'action de l'exécutif

# Objétif, mettre fin aux inégalités régionales

■ Tel qu'annoncé par le Président Abdelmadjid Tebboune lors d'un Conseil des ministres, la rencontre gouvernement-walis 2020 s'ouvrira ce matin au Palais des nations, Alger. Le but est d'aboutir à une feuille de route de mise en application «équitable» du plan du gouvernement afin de mettre un terme aux disparités et inégalités de développement régionales et locales.

Par Lynda Naili

C'est dans l'optique de l'instauration d'une Algérie nouvelle, à laquelle a appelé le Président Abdelmadjid Tebboune, que lors de cette rencontre gouvernement-walis 2020, le plan d'action du gouvernement et les mécanismes de sa mise en œuvre seront analysés par les participants et intervenants. L'objectif est de «concrétiser d'une manière effective, intégrée et participative, l'ensemble des actions de développement pour lesquelles s'est engagé le président de la République et qui sont contenues dans le plan d'action du

## Diffusion de l'information officielle Le rappel à l'ordre de la Présidence

LA PRÉSIDENTIE de la République a affirmé, hier, que l'observation de son communiqué du 28 décembre dernier, sur la diffusion de l'information officielle émanant de la Présidence de la République, par des médias nationaux privés et différents supports et plateformes de communication «est une obstination à propager des informations fausses et mensongères, qu'assumeront entièrement ceux qui les diffusent». «La Présidence de la République rappelle, encore une fois, les médias nationaux privés et les différents supports et plateformes de communication, qui n'ont pas observé son communiqué du 28 décembre dernier, portant sur la diffusion des informations officielles émanant de la Présidence de la République, que toute information à caractère protocolaire ou lié aux relations internationales, dans le volet relatif à l'activité du président de la République, doit être recueillie exclusivement de la source officielle auprès de la Présidence de République ou reprise des communiqués rendus publics par le canal de l'agence Algérie Presse Service (APS)», souligne la Présidence dans un communiqué. «L'inobservation du communiqué sus cité constitue une transgression préméditée des règles de déontologie et une obstination à propager des informations fausses et mensongères, qu'assumeront entièrement ceux qui les diffusent», conclut le communiqué.

R. N.

gouvernement», précise le département de l'Intérieur qui a fait part de ce événement.

Selon la même source, cette rencontre, qui vise aussi à «élargir le terrain de la réflexion et de la mise en application du plan arrêté par les pouvoirs publics afin d'établir une démarche performante de développement, génératrice de richesses et favorable à la mise en réseau des initiatives innovantes des différents acteurs tant sur le plan régional que local», s'inscrit également dans «ce nouvel esprit de gouvernance, établi sur la base d'une approche de développement durable harmonieuse, mettant en valeur la qualité du cadre de vie citoyen et son environnement». «Je n'accepterai jamais qu'il y ait un citoyen de seconde zone. Le développement doit profiter à toutes les régions», a martelé le président de la République, lors d'un Conseil des ministres tenu au début du mois, où il avait annoncé le déroulement de cette rencontre de laquelle est attendue la fin des disparités de développement régional. C'est ce que relate, en effet, le ministère de l'Intérieur qui souligne que les objectifs attendus de cette rencontre visent à rompre avec la pratique des plans de développement locaux, synonymes de programmes de financement, placer la qualité de vie du citoyen, l'équité et la réduction des inégalités au centre d'intérêt de la nouvelle vision de développement local, le développement de l'offre du foncier, une gestion transparente, équitable et rationnelle du foncier économique ainsi qu'une gestion libérée des contraintes juridiques, organisationnelles et des pesanteurs bureaucratiques. Les autres objectifs consistent en la maîtrise du phénomène de la saturation



Ph/D. R.

urbaine, la décongestion de la circulation routière des grandes villes, l'atténuation du phénomène des accidents de la circulation, l'amélioration de l'attractivité des wilayas du Sud et des Hauts-Plateaux, la réactivation des leviers de développement dans les zones de montagnes et frontalières et la généralisation de la numérisation des prestations des services publics.

Des objectifs qui auront été également annoncés jeudi dernier à l'APN par le Premier ministre. A ce titre, évoquant cette réunion qui verra, durant deux jours, la présence de 1 100 participants dont des membres du gouvernement, des cadres centraux et locaux, des élus ainsi que des partenaires économiques, Abdelaziz Djerad, qui répondait aux questions des députés sur le Plan d'action du

gouvernement, indiquera que cette réunion walis-gouvernement «définira les priorités, traduira les mesures et fixera avec précision les délais d'exécution du Plan d'action du gouvernement», y compris la mise en œuvre du plan d'urgence pour pallier les inégalités en matière de développement local, notamment dans les régions du Sud, les zones montagneuses et rurales et les banlieues.

Ainsi, s'agissant des thèmes retenus pour cette rencontre, ils s'articuleront autour de l'amélioration continue du cadre de vie citoyen à travers une démarche de planification des systèmes de développement local, la gestion rationnelle du foncier économique, la mise en place d'une gouvernance urbaine axée sur la gestion moderne des nouvelles villes et la gestion de la problé-

matique routière dans le cadre d'une stratégie multisectorielle intégrée, dont la finalité englobe les leviers de réduction des accidents de la circulation. Les autres thèmes retenus sont en relation avec le désenclavement des zones frontalières et de montagne, la digitalisation des services publics locaux, le développement durable, la décentralisation, la délégation des services, l'accompagnement des start-up et l'intercommunalité. Aussi, six ateliers traiteront des thèmes retenus lors de cette rencontre, respectivement la qualité de vie du citoyen, le foncier économique, une gouvernance renouée et maîtrisée, mobilité et sécurité routière, les zones à promouvoir entre l'ambition de relance et l'impératif d'attractivité et en dernier la digitalisation et l'intelligence collectives. L. N.

## Hypertension artérielle

### Le dépistage «seul moyen» de prévention contre les complications

Le dépistage demeure «le seul moyen» de prévention contre les complications liées à l'hypertension artérielle, a insisté, hier à Alger, la présidente de la Société algérienne d'hypertension artérielle (SAHA), P<sup>e</sup> Naima Hammoudi. «Le dépistage demeure le seul moyen de prévenir les complications d'une hypertension artérielle, à travers des prises de tensions périodiques au moyen de la mesure ambulatoire de la pression artérielle (MAPA)», a déclaré P<sup>e</sup> Hammoudi à l'APS, en marge du 17<sup>e</sup> Congrès international consacré à cette pathologie et organisé par la SAHA. Se référant aux recommandations internatio-

nales en la matière, la spécialiste, par ailleurs chef de service de cardiologie à l'EHS Maouche (ex-CNMS), a préconisé une prise de tension tous les cinq ans pour les sujets sains et une prise annuelle pour ceux dont la tension artérielle est «normale haute». Tout en mettant en garde contre les «tensions masquées», elle a fait savoir qu'une proportion «importante» de patients souffrant de cette pathologie sont «méconnus», rappelant que cette dernière a été qualifiée de «tueur silencieux», en raison précisément des complications qu'elle induit sur la santé. P<sup>e</sup> Hammoudi a souligné également la «fréquence» de la mala-

die en Algérie, dont la prévalence serait de plus de 23 % selon une récente étude menée par l'Organisation mondiale de la santé (OMS), sur un échantillon de 1 165 sujets. Laquelle étude, a-t-elle précisé, a révélé que la moitié d'entre eux «ignoraient» être concernés par l'hypertension artérielle. «Au-delà des chiffres, il s'agit de traiter des patients dans leur globalité afin d'éviter les complications car l'hypertension artérielle est souvent associée au diabète, à la dyslipidémie, etc.», a-t-elle observé, recommandant le recours à la MAPA qui permet une «meilleure mesure» de la pression artérielle, car effectuée

durant 24 heures. En outre, la présidente de la SAHA a rappelé que l'hypertension artérielle, fréquente aussi bien chez les hommes que les femmes, est une pathologie qui «augmente avec l'âge», préconisant, à titre préventif, des «précautions diététiques», en réduisant le sel dans l'alimentation, de même qu'une activité physique. «Cette étude a démontré également que 23 % des personnes souffrant d'hypertension artérielle sont sédentaires», a-t-elle ajouté, avant de plaider pour que «chaque famille dispose d'un tensiomètre de qualité, afin de se faire contrôler régulièrement».

Hassina H.

Après son adoption à la majorité à l'APN

# Le Plan d'action du gouvernement voté aujourd'hui au Sénat

Le Premier ministre, Abdelaziz Djerad, a présenté, hier, son plan d'action devant la chambre haute du Parlement, dans une séance plénière. Les sénateurs continueront aujourd'hui les débats autour de ce plan d'action, suivis par les réponses du Premier ministre à leurs questions et son adoption.

Par Louiza Ait Ramdane

Après l'ouverture des débats durant les journées d'hier et d'aujourd'hui, les réponses du Premier ministre aux questions des membres du Conseil de la nation et le vote à main levée dudit plan interviendront aujourd'hui. La copie de Djerad passera comme une lettre à la poste au Conseil de la nation composé de trois groupes parlementaires (FLN, RND et du tiers présidentiel).

Dans son exposé, le Premier ministre Djerad a indiqué que «l'Algérie vit une situation économique difficile à laquelle fera face le gouvernement», ajoutant que la situation financière est particulièrement «fragile», liée au marché mondial des hydrocarbures avec une dette publique intérieure estimée à 45 %. Il a fait part, dans ce sens, «de plans sectoriels d'urgence à mettre en œuvre en vue d'améliorer les conditions de vie des citoyens, notamment dans les régions éloignées». Ces défis seront relevés grâce à une dynamique globale et «un nouveau pacte» qui sera concrétisé par la triptyque développement humain, transition énergétique et économie du savoir et du numérique, en vue de libérer les initiatives dans tous les domaines, a-t-il indiqué. Aussi, le gouvernement Djerad s'oriente vers l'élaboration d'un projet de loi de finances complémentaire (PLFC) 2020 en vue d'annuler «des dispositions fiscales injustes» contenues dans la loi de finances (LF) 2020. Il a



Ph. &gt; E. Sereyoff / A.

été expliqué, dans ce cadre, qu'en vertu de ce PLFC, des dispositions fiscales injustes envers les salariés exerçant au Sud et certaines professions libérales seront annulées. Des dispositions qui, a-t-il dit, tendaient à semer la confusion. L'autre nouvelle annoncée par le Premier ministre est la réflexion au sein de son gouvernement pour relever le salaire minimum. Sans donner plus de détails, il a relevé que cette décision sera effective après des concertations avec toutes les parties concernées.

Concernant le financement de son plan d'action, Djerad n'a pas exclu la possibilité de recourir à des financements extérieurs à long terme et à des conditions avantageuses pour financer les projets prévus dans ce plan. Il a aussi promis d'exonérer d'impôts ou d'IRG, les salaires de

moins de 30 000 DA.

Le projet de plan d'action du gouvernement pour la mise en œuvre du programme du président de la République, adopté à l'unanimité, jeudi, par les membres de l'Assemblée populaire nationale, s'articule autour de cinq chapitres dont le premier est axé sur un nombre de lignes directrices, en l'occurrence la refonte du dispositif législatif d'organisation des élections, la moralisation de la vie publique, la refonte de l'organisation et des modes de gestion de l'Etat et de ses démembrements et un exercice plein des droits et libertés. Le second chapitre traite de la réforme financière et du renouveau économique. Il y est notamment question de la refonte du système fiscal, de l'instauration de nouvelles règles de gouvernance budgétaire, de moderni-

sation du système bancaire et financier et de développement de l'information statistique économique et sociale et de la fonction prospective. Le troisième chapitre est consacré, quant à lui, au développement humain et à la politique sociale. Le quatrième chapitre porte sur la politique étrangère devant être «dynamique et proactive», alors que le cinquième est dédié au renforcement de la sécurité et à la défense nationale. Dans le préambule, le gouvernement souligne qu'il entend relever les défis que traduit parfaitement la vision globale du président de la République, «vision nourrie des réalités politiques, économiques et sociales et inspirée des attentes exprimées, de manière claire et déterminée, par les citoyens et citoyennes».

L. A. R.

L'Unpef annonce une grève le 26 février

## Nouvelle perturbation dans le secteur de l'Education

Devant la non prise en charge des dossiers des travailleurs du secteur de l'Education et le temps que prend la tutelle pour ouvrir sérieusement le dialogue avec les différents syndicats afin de débattre des problèmes rencontrés et tenter de trouver des solutions, l'Union nationale du personnel de l'éducation et de la formation (Unpef) annonce, dans un communiqué, une grève nationale mercredi 26 février.

Le secteur de l'Education nationale est en ébullition depuis le début de cette année scolaire. Les grèves sont quasi quotidiennes dans le cycle primaire. Les deux autres cycles, CEM et lycée, ont été épargnés jusqu'à présent mais ce sera de courte durée car le syndicat de l'Union nationale du personnel de l'éducation et de la formation a appelé ses adhérents au niveau national à observer une journée de grève le 26 février prochain et organisé

des sit-in devant les directions de l'éducation. Le syndicat appelle aussi ses affiliés à participer massivement à une marche nationale le même jour. Le syndicat explique la prise de cette décision par «le temps que prend le ministère de l'Education pour organiser des rencontres bilatérales avec les différents syndicats de l'éducation, promises lors de la réunion de prise de contact avec le nouveau ministre du secteur afin de trouver des solutions aux problèmes rencontrés». Dans son communiqué, l'Unpef a introduit une liste de revendications dont la révision du statut particulier du personnel de l'Education, qui garantira l'indépendance du secteur par rapport à la Fonction publique. Il réclame aussi la révision des salaires et les primes octroyés aux enseignants. Parmi d'autres revendications socio-

professionnelles, l'Unpef réclame le droit à une retraite proportionnelle et sans condition d'âge et demande au ministère de répondre aux revendications légitimes des enseignants du primaire. Le syndicat exige aussi l'amélioration des conditions sociales des corps communs, la relance du dossier de la médecine du travail dans les établissements scolaires et la révision des lois relatives à la protection sociale et de revoir la date d'entrée et de sortie des vacances d'été dans le Sud et la révision de la loi 14/90 concernant l'exercice du droit syndical. Enfin, rappelons que le cycle primaire est déjà perturbé depuis le premier trimestre. En effet, depuis le 6 octobre dernier, les enseignants du primaire, à l'échelle nationale, observent chaque lundi une grève cyclique. Les enseignants grévistes dénoncent «le mépris» et le non prise en charge de

leurs revendications qui sont, selon eux, «des revendications légitimes». Les grévistes semblent déterminés à maintenir la pression jusqu'à satisfaction de leurs revendications. De son côté, ne voulant toujours pas s'entretenir avec les représentants de la Coordination des enseignants du primaire, initiateurs de la grève, le ministre de l'Education a plutôt décidé le remplacement des enseignants grévistes des classes de 5<sup>e</sup> année par des enseignants non grévistes, afin que les élèves, qui passeront leur examen national en mai prochain, ne soient pas pénalisés par la grève des enseignants. Le ministère de l'Education nationale a également décidé de transférer les grévistes vers d'autres classes qui ne sont pas concernées par l'examen de fin de cycle primaire.

Thininene Khouchi

### LA QUESTION DU JOUR

## Le non-jeunisme des jeunes démocrates américains

Suite de la page une

Il faut dire que le poids des ans n'a pas écrasé Joe Biden non plus, ni celui qui s'offre depuis quelque temps déjà à le remplacer comme le représentant de la tendance centriste, le riche Michael Bloomberg, en quoi d'ailleurs il pourrait bien réussir. Le cas de Sanders apporte chaque jour la preuve que les plus jeunes ne se déterminent pas en fonction de l'âge du candidat mais par rapport à son programme. Les jeunes progressistes appuient naturellement le programme correspondant le mieux aux valeurs auxquelles ils croient, au triple plan social, écologique et politique. S'il n'y avait que les jeunes toutes tendances confondues pour prendre part aux primaires démocrates, nul doute que c'est au vieux Sanders que reviendrait la nomination, et par là même la tâche capitale d'empêcher la réélection de Donald Trump. La confiance qu'il inspire à la majorité d'entre eux est telle qu'elle n'a pas été ébranlée par la crise cardiaque qu'il a subie en octobre dernier, en pleine campagne, toutefois avant les premières élections, mais dont il ne tardera pas à revenir plus combattif que jamais. Le fait qu'il soit vieux, et qu'en plus il ait des problèmes de santé, loin de le défavoriser, semble au contraire jouer en sa faveur, car cela témoigne avant tout de sa verdeur fondamentale, et de la grande envie qu'elle lui donne de vaincre.

L'establishment démocrate, qui a parié sur Biden, ne croit pas que le socialiste Sanders soit le meilleur choix à opposer à Trump. Mais s'il ne devait en juger que par sa volonté d'y parvenir, force lui serait d'admettre qu'il se trompe, qu'il est bien l'homme de la situation. Pour autant, Sanders n'est pour l'heure en tête que des sondages. Il n'est même pas encore devant ses rivaux à la suite des deux élections déjà tenues, puisque le nombre de délégués qu'il totalise est inférieur d'un point à celui de Pete Buttigieg, la surprise de ce début des primaires. Le prochain rendez-vous électoral est les caucus du Nevada, dont beaucoup craignent qu'ils ne donnent lieu à la même confusion que celle de l'Iowa. A ce jour, on compte encore dans l'Iowa pour savoir qui l'a emporté, de Sanders et de Buttigieg.

M. H.

Tiwizi en Kabylie

# Les chants des cueilleuses d'olives, un patrimoine à sauvegarder

■ «*Assa Tiwizi anleqdh azemour*», un chant qui jadis raisonnait à travers les oliveraies de la Kabylie annonçant un volontariat et l'entraide communautaire pour la récolte des olives, ne subsiste aujourd'hui que dans quelques villages, perpétué par des femmes et des associations soucieuses de la préservation de ce patrimoine culturel.

Par Hasna D.

**A** Tizi-Ouzou, même si «Tiwizi» ou la «Touiza» existe encore à travers plusieurs villages de la wilaya, les chants traditionnels, appelés «*lchewwiqen*» ou «*lzlän*», interprétés principalement par les femmes lors de ces volontariats, n'accompagnent plus les longues et épuisantes journées de cueillette, et les oliveraies sont devenues tristement silencieuses. Faisant vraisemblablement l'exception, la région de Bouzguène continue de perpétuer ce legs ancestral. C'est précisément dans le village Sahel, qui a remporté le prix Rabah Aïssat du village le plus propre pour l'édition 2019, à une soixantaine de kilomètres à l'extrême sud-est de Tizi-Ouzou, que des femmes organisent encore des volontariats en fredonnant des airs «*lzlän*» pendant la cueillette des olives. Un groupe de femmes dont Titem, Ouiza, Djoher, se sont données rendez-vous tôt le matin pour organiser une Tiwizi. Une piste agricole mal entretenue et caillouteuse mène vers le verger. Les branches des oliviers sont char-



gées de fruits mûrs qui n'attendent qu'à être cueillis. Des femmes se chargent de ramasser les fruits tombés au sol avant de poser les filets sous les arbres à récolter. On installe les filets et les hommes grimpent aux arbres pour cueillir, à la main, les olives, une opération appelée «*Achraw*». Des femmes participent aussi à cette opération et certaines grimpent aux arbres, mais souvent, lorsque les hommes sont présents, elles se chargent des branches proches du sol. Le travail commence dans le silence, puis un «*Achewwiq*» est entonné par une femme à voix basse, repris spontanément et en chœur par ses accompagnatrices. Et le chant se poursuit par des refrains repris à intervalle régulier. «*lchewwiqen nous donnent de la volonté, du courage et de la force pour accomplir le travail sans ressentir la fatigue*», a observé Djoher. «*Aujourd'hui, les gens sont pressés, ils arrivent aux champs, placent les filets et entament rapidement la cueillette dans la précipitation, et les chants sont devenus rares et sont interprétés à voix basse*», a-t-elle regretté. Le soleil, une fois au zénith, réchauffe le

verger et emporte avec lui le froid glacial du matin. Les *lwiwizen* (volontaires) se détendent et les voix des femmes, qui chantent en chœur lorsque l'*lzlän* (poème) est connu par les autres femmes, montent crescendo, couvrant l'ambiance joyeuse, faite de rires et de boutades que les volontaires s'échangent. «*Par le passé, toutes les femmes chantaient, mais à présent elles sont rares celles qui chantent pendant la cueillette*», ont déploré les participantes à cette Touiza. «*Nous chantons juste entre nous sans élever la voix pour être entendues par les cueilleuses qui sont dans les autres vergers, comme cela se faisait jadis*», ont-elles observé. Durant la «*décennie noire*», lorsque les oliveraies étaient quasiment désertées pour cause d'insécurité, les voix de femmes se sont tuées à travers les oliveraies de la wilaya. Pendant cette période, s'est produite une véritable cassure. Non seulement les chants n'étaient plus interprétés mais aussi la relève n'était pas formée et les jeunes filles n'ont pas pu apprendre ces chants traditionnels, alors que des «*lchewwiqen*» sont tombés dans l'oubli, ont

expliqué les femmes de Sahel. Même si l'interprétation des «*lzlän*» est libre et n'obéit pas à un enchaînement particulier, puisque les femmes se laissent guider par leur humeur dans le choix des poèmes, dont les thématiques sont très variées (chants satiriques, d'amour, de louange, de cueillette des olives), un court poème était tout de même de mise au début de la cueillette. Le premier *achewwiq* est une sorte de cri de victoire. Durant ces volontariats, il y avait une sorte de concurrence entre les cueilleuses d'olives. Les paniers étaient suspendus autour du cou par un foulard pour faciliter et accélérer la tâche. Dès qu'une femme remplit son panier, elle crie «*amine amine, ghelvagh leflani ournemine, awer tsiine, Ouiii*» et toutes les femmes, qui sont dans les oliveraies avoisinantes, répliquaient en chœur «*Ouiii*». Titem a souligné que «*jadis lors des Tiwizi, il y avait tellement une bonne ambiance qu'on ne se rendait pas compte du temps qui passait et on n'était pas pressé de rentrer au village. Ce n'est que lorsque les rayons du soleil commencent à disparaître derrière la mon-*

tagne que les femmes se décident à rentrer en se donnant rendez-vous pour d'autres volontariats». Si les chants renforcent les liens sociaux, les repas partagés les consolident davantage et c'est le moment fort de la journée de travail épuisante, lorsque tous les Tiwiziwine se réunissent autour d'un repas. Celui-ci est généralement modeste et est souvent composé de couscous, facile à transporter et qui permet de nourrir un nombre important de cueilleurs sans avoir à engager de lourdes dépenses. Qu'ils soient aux légumes secs ou au poulet servi sans sauce «*seksou n'tassilt*» ou aux légumes frais cuits à la vapeur «*tamaqfoult*» et accompagné d'œufs durs, d'oignons frais, de piments et de petit lait, ces repas consommés en pleine nature sont de véritables festins. L'universitaire Ali Chouitem (université de Bouira) qui a travaillé sur «*Les chants kabyles traditionnels, typologie et situations d'énonciation*», a observé que «*le chant traditionnel des femmes kabyles se considèrent comme l'un des meilleurs accompagnants de leur vie quotidienne. Un chant qui s'anime au gré des occasions différentes. En berçant son enfant, en l'endormant, en faisant écraser son orge par le moulin traditionnel, en tissant, en modelant l'argile, en ramassant les olives, en faisant la fête ... la femme kabyle chantait*». *Achewwiq*, a-t-il ajouté, «*est un genre de poésie kabyle traditionnelle, souvent chanté par les femmes sans instruments musicaux sous une forme mélodieuse avec des longueurs d'ondes à couper le souffle, abordant divers thèmes par des métaphores et des images, pour exprimer un sentiment de joie ou de deuil, des rêves souvent secrets, l'amour, la souffrance, l'espoir, le désespoir...etc.*». M. Chouitem a relevé que «*Achewwiq est l'un des genres de poésie chanté le plus représentatif de la culture kabyle traditionnelle*», ajoutant que ces chants interprétés lors des *Tiwiza* donne de la force et du courage aux femmes lors de l'exécution de leurs travaux.

H. D./APS

## Accidents de la route à Souk Ahras

### Hausse sensible du nombre de décès en 2019

**U**ne augmentation «*sensible*» du nombre de personnes décédées dans des accidents de la circulation a été enregistrée durant l'année 2019 dans la wilaya de Souk Ahras, atteignant 23 décès contre 15 recensés en 2018, a indiqué hier le commandant du groupement territorial de la Gendarmerie nationale, le lieutenant-colonel Sofiane Bouita. Lors d'une conférence de presse consacrée au bilan des activités de ce corps de sécurité durant l'année dernière, le lieutenant-colonel Bouita a précisé que le nombre de personnes blessées,

qui a connu une diminution, a atteint les 107 en 2019 contre 139 victimes dénombrées au titre de l'exercice 2018. Le nombre d'accidents de la route, corporels ou matériels, a enregistré également une réduction où 62 accidents ont été signalés pendant l'année précédente contre 73 accidents similaires en 2018, a souligné l'officier de la Gendarmerie nationale de la wilaya de Souk Ahras. La majorité des accidents s'est produite sur la route nationale 16 (RN16) avec 24 accidents, la RN 81 (12 accidents), tandis que le reste a été dénombré dans divers tronçons

rouliers des différentes localités de la wilaya, a fait savoir l'intervenant au cours de la conférence de presse, notant que le facteur humain (conducteur) représente 93,54 % des causes ayant provoqué ces accidents et ce, par le non-respect du code de la route, l'excès de vitesse et l'absence de la distance de sécurité, a-t-il dit. Le commandant du groupement de wilaya de la Gendarmerie nationale a ajouté que d'autres facteurs étaient aussi à l'origine des accidents, à l'instar de l'implication des piétons (4,83 %) et l'état des véhicules (1,63 %). Afin

de lutter contre ce phénomène, des campagnes de sensibilisation et de prévention ont été organisées régulièrement dans cette wilaya avec la collaboration des associations activant dans ce domaine, en plus des plans de travail d'intervention visant à mettre fin aux différents crimes liés au non-respect du code de la route, établis par les diverses unités de la Gendarmerie nationale, a-t-il affirmé. Par ailleurs, 355 appels téléphoniques concernant les accidents de la route ont été recensés l'année dernière par le biais du numéro vert, ce qui a per-

mis aux services du groupement de wilaya de la Gendarmerie nationale de réaliser 266 interventions en faveur des citoyens, en particulier les usagers de la route dont quatre cas liés à l'évacuation des citoyens en raison des chutes de neige, le vol de cheptel et la récupération des véhicules volés, alors que 333 autres appels ont été transférés à d'autres services dont ceux de la sûreté de wilaya, de la Protection civile, de la Conservation des forêts et de la concession de distribution de l'électricité et du gaz, a-t-il dit. **M. O.**

# Un déficit de plus de 6 milliards de dollars en 2019

■ Les hydrocarbures ont représenté l'essentiel des exportations algériennes l'année dernière, soit 92,80 % du volume global des exportations, en s'établissant ainsi à 33,24 mds usd, contre 38,87 mds usd en 2018, enregistrant un recul de 14,48 %. Pour les exportations hors hydrocarbures, elles restent toujours marginales avec 2,58 mds usd, ce qui représente 7,20 % du volume global.

P.V.D. R.



Par Salem K.

La balance commerciale de l'Algérie a connu un déficit de 6,11 milliards de dollars en 2019, contre un déficit de 4,53 milliards de dollars en 2018, en hausse annuelle de 34,81 %, a appris l'APS auprès de la direction générale des Douanes (DGD). Les exportations algériennes ont atteint 35,82 milliards de dollars (mds usd) en 2019, contre 41,79 mds usd en 2018, enregistrant une baisse de 14,29 %, précisent les statistiques provisoires de la Direction des études et de la prospective des Douanes (DEPD). Les importations ont, pour leur part, totalisé 41,93 mds usd, contre 46,33 mds usd, en baisse de 9,49 %. En 2019, les exportations ont ainsi assuré la couverture des importations à hauteur de 85,43 %, contre 90,22 % en 2018. Les hydrocarbures ont représenté l'essentiel des exportations algériennes l'année dernière, soit 92,80 % du volume global des exportations, en s'établissant ainsi à 33,24 mds usd,

contre 38,87 mds usd, en 2018, enregistrant un recul de 14,48 %. Pour les exportations hors hydrocarbures, elles restent toujours marginales, avec 2,58 mds usd, ce qui représente 7,20 % du volume global des exportations, contre 2,92 mds usd, en baisse de 11,80 %, durant la même période de comparaison.

Les exportations hors hydrocarbures étaient composées des demi-produits, avec 1,95 mds usd contre 2,33 mds usd, en baisse de (6,21 %), des biens alimentaires avec 407,86 millions usd contre 373,77 millions usd (+9,12 %) et des biens d'équipement industriels avec 82,97 millions usd contre 90,1 millions usd (-7,92 %).

Elles étaient composées aussi de produits bruts avec 95,95 millions usd, contre 92,39 millions usd, enregistrant une hausse de 3,86 %, les biens de consommation non alimentaires avec 36,42 millions usd, contre 33,42 millions usd (+8,99 %) et les biens d'équipements agricoles avec 250 000 usd, contre 310 000 usd (-16,94 %). Pour ce

qui est des importations, cinq groupes de produits sur les sept que contient la structure des importations algériennes ont connu des baisses l'année écoulée par rapport à l'année d'avant. En effet, les biens d'équipements industriels, qui ont représenté près de 31,5 % de la structure des importations en 2019, ont totalisé 13,20 mds usd contre 16,48 mds usd à la même période de comparaison, en baisse de 20 %. La facture d'importation du groupe demi-produit a reculé de 6,09 %, totalisant 10,29 mds usd contre 10,96 mds usd.

La même tendance a été enregistrée pour les biens alimentaires qui ont atteint 8,07 mds usd contre 8,57 mds usd (-5,85 %), les biens de consommation (non-alimentaires) avec 6,45 mds usd contre 6,76 mds usd (-4,52 %) et les biens d'équipement agricoles avec 457,70 millions usd contre 564,76 millions usd (-18,92 %). En revanche, deux groupes de produits de la structure des importations ont connu des hausses

durant 2019 et par rapport à 2018. Il s'agit des importations des produits bruts qui ont totalisé 2,01 mds usd, contre 1,90 mds usd (+5,89 %) et le groupe énergie et lubrifiants (carburants) avec 1,43 mds usd contre 1,07 mds usd (+33,22 %).

## La France principal client et la Chine 1<sup>er</sup> fournisseur

Concernant les partenaires commerciaux de l'Algérie, la France a maintenu sa place de premier client du pays alors que la Chine est restée son premier fournisseur. En 2019, les cinq premiers clients du pays ont représenté 50,85 % des exportations algériennes. La France, maintient sa place de principal client du pays avec 5,05 mds usd d'exportations algériennes vers ce pays, (14,11 % du montant global des exportations), en légère hausse (+0,52 %), suivie de l'Italie avec 4,62 mds usd (12,90 %), l'Espagne avec 3,99 mds usd (11,15 %), la Grande-Bretagne avec 2,29 mds usd

(6,42 %) et la Turquie avec 2,24 mds usd (6,27 %). En ce qui concerne les principaux fournisseurs de l'Algérie en 2019 ont été la Chine, qui maintient toujours sa première place avec 7,65 mds usd (18,25 % des importations globales algériennes), en baisse de 2,60 %, suivie de la France avec 4,27 mds usd (10,20 %), de l'Italie avec 3,41 mds usd (8,13 %), de l'Espagne avec 2,93 mds usd (6,99 %) et de l'Allemagne avec 2,83 mds usd (6,76 %).

S. K./APS

## Pour l'exécution du plan de coopération annuel L'ONU va fournir au Cap-Vert 15 millions de dollars

UN ACCORD de financement de 15 millions de dollars va être signé entre l'ONU et le gouvernement du Cap-Vert pour l'exécution du plan de coopération annuel, a annoncé vendredi la coordonnatrice résidente du Bureau commun des Nations unies au Cap-Vert, Ana Graça. «Nous estimons qu'il s'agira d'environ 15 millions de dollars dans une tendance qui se produit depuis trois ans», a-t-elle dit à l'ouverture d'un atelier national chargé de définir les principales activités ainsi que le cadre budgétaire. Sur ce montant, la coordinatrice a expliqué que la moitié sont des fonds propres de l'ONU et le reste le résultat d'autres engagements déjà signés avec des partenaires au développement. Les priorités restent les domaines sociaux tels que la santé, l'éducation, la protection sociale et l'égalité des sexes, ainsi que d'autres domaines critiques tels que la croissance économique inclusive, le renforcement des programmes liés à la jeunesse, à l'emploi des jeunes et à l'employabilité. M<sup>me</sup> Graça a souligné que la «grande importance» sera accordée cette année à l'économie bleue.

«C'est un secteur à fort potentiel au Cap-Vert et nous espérons pouvoir multiplier les actions (...) en créant plus d'emplois et en soutenant les petites et moyennes entreprises travaillant dans ce secteur, que ce soit en matière de pêche, d'aquaculture, mais aussi dans la protection, les études et la recherche des océans».

R. E.

Pour réduire la dépendance russe de l'Europe de l'Est

## Washington va financer des projets énergétiques

Les Etats-Unis vont financer des projets énergétiques à hauteur d'un milliard de dollars dans des pays d'Europe centrale et de l'Est pour renforcer leur indépendance énergétique face à la Russie, a annoncé hier le secrétaire d'Etat américain, Mike Pompeo. «En signe de soutien à la souveraineté, la prospérité et l'indépendance énergétique de nos amis européens (...) les Etats-Unis ont l'intention d'accorder jusqu'à un milliard de dollars de financements aux pays d'Europe centrale et de l'est membres de l'Initiative des Trois Mers, qui réunit douze Etats membres de l'Union européenne», a-t-il

déclaré à la conférence sur la sécurité de Munich. «Nous voulons galvaniser l'investissement du secteur privé dans leurs secteurs énergétiques afin de protéger la liberté et la démocratie dans le monde», a-t-il ajouté. L'Initiative des Trois Mers réunit douze pays de l'Union européenne bordés par les mers Baltique, Adriatique et Noire. Cet espace s'étend de l'Estonie et de la Pologne au nord à la Croatie au sud et la Roumanie et la Bulgarie à l'est. Il a pour objectif de renforcer la coopération entre ses membres dans les domaines de l'énergie, des infrastructures et de la sécurité, notamment vis-à-vis de la

Russie que nombre de ses membres considèrent comme une menace directe. Ils contestent notamment, comme les Etats-Unis, le projet de gazoduc Nord Stream 2 qui vise à doubler les livraisons directes de gaz naturel russe vers l'Europe occidentale en passant sous la mer Baltique pour arriver en Allemagne et en contournant donc l'est du continent. Les Etats-Unis ont adopté des sanctions contre les entreprises associées à la construction de Nord Stream 2, estimant que ce gazoduc va accroître la dépendance des Européens au gaz russe et ainsi renforcer l'influence de Moscou.

Mahi Y.

## Béchar

# Le dispositif d'intervention contre le criquet pèlerin est actuellement actif

■ «Ce dispositif est composé d'une équipe terrestre de prospection et une autre d'intervention directe dans une zone de 800 ha qui renferme des conditions écologiques favorables à l'apparition du criquet pèlerin».

PH. &gt; D. R.



Par Halim N.

Le dispositif mobile de surveillance et d'intervention contre le criquet pèlerin est actuellement actif à travers la région de Béchar, a-t-on appris hier des responsables de l'inspection de protection des végétaux de la

direction des services agricole (DSA). «Ce dispositif est composé d'une équipe terrestre de prospection et une autre d'intervention directe dans une zone de 800 ha qui renferme des conditions écologiques favorables à l'apparition du criquet pèlerin», a précisé à l'APS Youcef Bencherifi. «Mis en place depuis

plus de deux mois par l'institut national de protection des végétaux (INPV), ce dispositif qui est aussi équipé d'un système de communication par radio, n'a détecté aucune présence à ce jour de criquet pèlerin à travers la région», a-t-il dit. «Ce dispositif qui s'inscrit au titre de la stratégie de surveillance et de lutte anti-

acridien de l'Algérie pourra à tout moment être renforcé dans le cadre de cette stratégie», a déclaré M. Bencherifi, qui «déploie le peu de moyens mobiles dont dispose son inspection au titre de ses prérogatives de protection des végétaux à travers l'ensemble du territoire de la wilaya de Béchar».

De son côté, l'Institut national de protection des végétaux (INPV), à travers sa page officielle sur internet, signale que la campagne estivo-automne de surveillance et d'intervention contre le criquet pèlerin qui a été clôturée le 20 décembre 2019, a fonctionné avec un dispositif de surveillance et de lutte composé de 12 équipes dont 2 équipes aériennes déployées au niveau des zones de reproduction et du développement des criquets.

Sur le plan écologique, les prospections réalisées durant 4 mois au niveau des secteurs de Hoggar, In Guezzam, Tin Zaouatine, Bordj Badji Mokhtar,

Aoulef, Reggane, In Salah, Illizi et Djanet ont montré que les conditions écologiques installées dès les premières pluies estivales persistent à ce jour favorables au niveau de la majorité des secteurs visités. En effet, un tapis végétal diversifié composé de plantes annuelles et pérennes est bien développé notamment au niveau des principaux oueds touchés par les écoulements et aux périmètres agricoles, selon le même site de l'INPV.

Les investigations réalisées sur une superficie globale de 112 648 ha dont 68 600 ha par voie aérienne, ont permis de signaler des présences acridiennes sous forme d'ailes et de larves solitaires.

Les équipes opérant au niveau des wilayas frontalières de Tamanrasset, Adrar, ont réalisé des interventions préventives contre les présences acridiennes sur une superficie globale de 856 ha, a-t-on expliqué.

Les prévisions de l'INPV en matière de criquet pèlerin indiquent, que les principaux biotopes naturels abritant les conditions favorables de reproduction et de développement des criquets situés entre la bande de l'extrême sud et le Hoggar, abritent actuellement un potentiel acridien important à l'état dispersé.

Par ailleurs, ce potentiel acridien pourrait se concentrer après dessèchement de la végétation et constituer des petits groupes denses d'ailes immatures.

Les périmètres agricoles irrigués du Sahara central pourraient aussi constituer des microclimats favorables à la reproduction des populations acridiennes sédentaires, selon ce site officiel de l'INPV.

H. N./APS

## Tébessa

## Distribution de plus de 6 600 logements de différentes formules au cours de l'année 2020

Un total de 6 628 logements, toutes formules confondues, seront distribués dans la wilaya de Tébessa au cours de l'année 2020, a indiqué vendredi le wali, Atallah Moulati.

«3 000 unités de type AADL, 2 259 logements publics locatifs (LPL), 436 logements promotionnels aidés (LPA), 605 aides financières à l'habitat rural et 328 lotissements sociaux pour l'auto-construction, seront distribués durant l'année», a détaillé le responsable à l'APS.

Le chef de l'exécutif local a également indiqué que la cadence des travaux de réalisation des projets, répartis entre les communes de Chréa, Ouenza, El-Houidjbet, Boulhef Dir et Mazraâ, avance à un rythme «acceptable». Le wali de Tébessa a déclaré que «la réalisation des programmes de logements dans les délais impartis tout en respectant les normes et les critères en vigueur, permettra à la wilaya frontalière de bénéficier de nouveaux quotas pour répondre aux besoins des citoyens», soulignant que «les demandes en la matière ne cessent d'augmenter».

Une réunion a été tenue au siège de la wilaya au cours de cette semaine, en présence des directeurs des secteurs concernés, pour évaluer les projets de logements en cours de réalisa-

tion et ceux dont les travaux vont être lancés.

A cet effet, le wali avait instruit les responsables concernés de «renforcer les chantiers en matière de main d'œuvre, de matériaux et d'engins pour achever les travaux et distribuer les logements à leurs bénéficiaires dans les délais». Il a également mis l'accent sur la nécessité de lancer les travaux liés à l'aménagement

extérieur et au raccordement des logements aux réseaux de gaz, d'électricité, d'eau potable et d'assainissement, ainsi que le goudronnage des routes et la réalisation d'équipements publics, dans le but d'assurer toutes les commodités nécessaires aux habitants de ces cités urbaines.

May F.

## Illizi

## Formation de 80 personnes sur le développement de l'élevage caprin et la fabrication du fromage frais

Quatre-vingts participants ont bénéficié d'une session de formation sur le développement de l'élevage caprin et la fabrication du fromage frais, qui a pris fin vendredi à Illizi.

Initiée sur deux jours par la Chambre locale de l'Agriculture, en coordination avec la direction des Services agricoles (DSA) et la Conservation des forêts, cette session a été encadrée par des spécialistes de l'institut technique des élevages et a ciblé les agriculteurs, les éleveurs et la femme rurale.

Elle a porté sur l'initiation aux voies et moyens d'élevage des caprins, et pour la femme rurale de s'imprégner des techniques de fabrication du fromage frais à base de lait de chèvre et les perspectives d'investissement dans ce segment.

Un exposé détaillé a été présenté par Idir Abdelhamid, enseignant à l'Institut technique des élevages, sur la définition des régimes

alimentaires des caprins, les voies de leur reproduction régulière, et les modes scientifiques et moderne de leur élevage en vue de préserver les rendements et de développer la filière.

Concernant les maladies touchant le caprin et les voies de leur prévention, M. Idir a mis l'accent sur la nécessité de veiller au contrôle vétérinaire régulier, à l'hygiène au niveau des sites d'élevage et au respect de la vaccination périodique contre les différentes zoonoses.

Les effectifs de caprins dans le Sud algérien tournent autour de 26,6 % du cheptel national, selon les données du ministère de l'Agriculture et du Développement rural, a-t-il fait savoir.

Des sorties ont été également organisées au niveau d'une exploitation agricole pour s'y enquêter des conditions d'élevage de caprins et des différentes races productrices de

viandes.

Dans le cadre de cette session, 45 femmes ont bénéficié, pour leur part, de cours pratiques sur les modalités de fabrication du fromage frais à base de lait de chèvre, et ce, au niveau de la pépinière des forêts de Sidi-Bouslah, sous la supervision de Salima Dali, enseignante à l'institut technique des élevages.

Cette session de formation a pour objectif de développer le potentiel des éleveurs et de la femme rurale, selon le programme arrêté par le ministère de l'Agriculture dans une perspective d'amélioration de la production et de préservation des races caprines, a souligné le directeur de la Chambre d'agriculture d'Illizi, Kamel Rakki.

D'autres sessions de formation concernant le développement des élevages aquacole et apicole sont prévues prochainement, a-t-il annoncé.

Yanis G.

Tunisie

# Fakhfakh annonce le report de l'annonce de la composition du nouveau gouvernement

■ Le Chef du gouvernement tunisien désigné, Elyes Fakhfakh, a déclaré qu'il «a été décidé, par souci d'achever le processus de formation du gouvernement dans les meilleures conditions, de reporter l'annonce de sa composition à samedi à 18h00, pour plus de consultations et un examen approfondi de certaines questions liées au prochain gouvernement», rapporte un communiqué de la Présidence de la République, cité par l'agence TAP.



Par Ihsane Ch.

Fakhfakh a fait cette déclaration au terme d'un entretien avec le président de la République Kais Saïed, vendredi soir au palais de Carthage, ajoutant de même source.

Le président tunisien avait souligné la nécessité d'«accélérer la formation du gouvernement dans les meilleurs délais», lors d'un entretien jeudi soir avec Elyes Fakhfakh.

Le président Kais Saïed avait chargé, le 20 janvier dernier, Elyes Fakhfakh de former le gouvernement. Cette désignation était intervenue après le rejet, le

10 janvier 2020, du gouvernement Habib Jemli, par l'Assemblée des représentants du peuple (ARP, Parlement). Fakhfakh avait entamé des concertations avec les partis politiques, les groupes parlementaires, les organisations nationales et plusieurs personnalités pour la formation du gouvernement.

## Le président tunisien appelle à la formation rapide du gouvernement

Le président tunisien Kais Saïed a souligné la nécessité

d'«accélérer la formation du gouvernement dans les meilleurs délais», lors d'un entretien jeudi soir avec le Chef du gouvernement désigné, Elyes Fakhfakh.

Selon un communiqué de la présidence tunisienne, l'entretien Saïed-Fakhfakh a porté sur les derniers développements dans le processus de formation du gouvernement, sans donner plus de détails.

Fakhfakh devrait présenter, vendredi soir, le bilan de ses consultations sur la formation du gouvernement au président Kais Saïed, précise-t-on. Le président tunisien a rencontré peu auparavant, Rached Ghannouchi, prési-

dent du Mouvement Ennahdha et de l'Assemblée des représentants du peuple, faisant état de sa préoccupation pour le long délai de formation du gouvernement et recommandant qu'elle soit accélérée afin qu'il puisse entamer au plus tôt l'accomplissement de ses tâches.

## L'UGTT se dit prête à un nouveau round de négociations dans le secteur privé

L'Union générale tunisienne du travail (UGTT) a affirmé, vendredi, sa entière disposition à entamer un nouveau round de négociations sociales dans le secteur privé pour le compte de l'année 2020, qui démarreront en mars prochain.

Le Secrétaire général adjoint chargé du secteur privé à l'UGTT, Mohamed Ali Boughdiri, a déclaré lors du séminaire national sur les négociations sociales dans le secteur privé pour l'année 2020, que l'UGTT a identifié des équipes composées de 6 négociateurs, pour chaque accord conjoint pour négocier avec son partenaire social, notant que les négociations se dérouleront par secteur, contrairement aux années précédentes au cours desquelles les concertations ont été menées de manière centralisée et concernaient tous les secteurs à la fois. Il a révélé, à cet effet, que le syndicat avait sou-

mis aux ministères des Affaires sociales et à l'Union tunisienne de l'industrie, du commerce et de l'artisanat (UTICA), avant la période fixée (30 septembre 2019), une série de propositions pour réviser les accords conjoints sur les aspects financiers et réglementaires, notant que la centrale syndicale est liée à l'UTICA, avec 44 accords conjoints et à d'autres partenaires sociaux dans d'autres secteurs, dont les banques, les institutions financières et les hôtels, avec 10 autres accords.

Boughdiri a souligné la nécessité de réviser l'aspect organisationnel, en vue d'éliminer les dispositions «injustes qui pénalisent les travailleurs dans le secteur privé», selon ses propos.

Il a noté que la mise à disposition de conditions de travail adéquates dans le secteur privé, renforce la capacité des institutions à augmenter la production et la croissance.

I. Ch.

## Libye Reprise du trafic aérien à l'aéroport de Mitiga

LE TRAFIC aérien de l'aéroport international de Mitiga, le seul fonctionnel de la capitale libyenne Tripoli, a repris son cours normal jeudi soir, après avoir été suspendu pendant plusieurs heures, a annoncé vendredi Hicham Abu Shkewat, le sous-secrétaire du ministère des Communications du Gouvernement d'union nationale (GNA).

Hicham Abu Shkewat a informé la chaîne «Libya Al-Ahrar» de la reprise du trafic aérien à l'aéroport de Mitiga, après qu'il ait été temporairement suspendu après la chute d'une roquette. Jeudi, l'administration de l'aéroport de Mitiga avait annoncé la suspension des vols et la suspension du trafic aérien à l'aéroport, après la chute d'une roquette.

Des témoins, cités par les médias, ont annoncé aussi avoir entendu l'explosion de roquettes dans la région de Machrou Al-Hadhba, une zone agricole à une trentaine de kilomètres du centre-ville. D'autres roquettes ont atterri dans des quartiers résidentiels, tuant une femme et blessant quatre autres civils, avait indiqué le porte-parole du ministère de la Santé GNA, Amin al-Hachimi.

De son côté, un porte-parole des forces du GNA a confirmé des combats à Machrou Al-Hadhba, banlieue parsemée de fermes.

G. H.

## Attachement à la légalité internationale

# La direction sahraouie se félicite de la déclaration conjointe de l'UA et l'ONU

La République arabe sahraouie démocratique (RASD) et le Front Polisario se sont félicités, vendredi, de la déclaration conjointe rendue publique par l'Union africaine (UA) et l'Organisation des Nations unies (ONU) dans laquelle les deux instances ont réitéré leur attachement à la légalité internationale au Sahara Occidental.

Dans un communiqué rendu public par le ministère sahraoui de l'Information, cité par l'Agence de presse sahraouie (SPS), la RASD et le Front Polisario ont affirmé que la déclaration conjointe rendue par les deux organisations «dans les circonstances actuelles et trois décennies après la signature par les deux parties de l'accord de paix UA-ONU en 1991, souligne que le règlement juste, permanent et définitif ne saurait se réaliser sans l'exercice par le peuple sahraoui de son droit inaliénable à l'autodétermination et à l'indépendance, conformément à la légalité internationale qui classe la question du Sahara Occidental dans son cadre légal en tant que question de décolonisation».

La RASD et le Front Polisario se sont félicités de la position commune exprimée dans la déclaration rendue publique, jeudi, par l'UA et l'ONU, après la réunion de leurs commissions de coordination dans le cadre com-

mun visant la promotion de la paix et de la sécurité.

Les deux organisations «ont mis en avant leur attachement à la légalité internationale dans le cadre des efforts de la communauté internationale pour la décolonisation du Sahara occidental, dernière colonie en Afrique», a souligné la même source.

Pour la direction sahraouie, la réaffirmation par les deux organisations de leur attachement à la légalité internationale se veut «un signe fort» au moment où la France, au sein du Conseil de sécurité international, et l'Espagne, tentent de modifier le statut juridique et légal de la question sahraouie, en complexité flagrante avec l'occupant marocain».

La réaffirmation de la légalité internationale «intervient en contradiction avec le sombre tunnel dans lequel la France tente d'introduire le processus ONU-UA, en utilisant une terminologie extrinsèque aux questions de décolonisation et à la résolution onusienne relative à l'octroi de l'indépendance aux pays et peuples colonisés, à l'instar de «réalisme», «pragmatisme» ou «entente», qui cachent souvent des visées colonialistes propres à des forces dont les intérêts sont étroitement liés à des mentalités révolues visant à confis-

quer les droits du peuple sahraoui à l'autodétermination, à l'indépendance et à la souveraineté», a noté le communiqué de la direction sahraouie.

Le président de la République arabe sahraouie démocratique (RASD) et secrétaire général (SG) du Front Polisario, Brahim Ghali, avait informé le SG de l'ONU, Antonio Guterres, la semaine dernière à Addis-Abeba, que «la partie sahraouie appelle l'ONU à œuvrer pour permettre à la Mission des Nations Unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental (Minurso) d'accomplir pleinement sa mission», ajoutant que la partie sahraouie «n'acceptera plus de tergiversations, ni de dépassements de la part de l'occupant marocain qui sévit en toute impunité».

«L'ONU et l'UA avaient réitéré leur attachement à l'application de la légalité internationale au Sahara occidental dans une déclaration conjointe rendue publique, à l'issue de sa 18<sup>e</sup> réunion consultative mardi à Addis Abeba. Les deux organisations ont encouragé le Front Polisario et le Maroc à participer de manière constructive et sans conditions préalables au processus politique déjà engagé dans la région», a ajouté le communiqué.

O. N.



Iran

# Législatives cruciales, la coalition gouvernementale en sursis

■ Les Iraniens sont appelés aux urnes le 21 février pour des élections législatives cruciales qui devraient signer le retour des conservateurs et accroître la pression sur le président Hassan Rohani déjà en difficulté.

Par Rosa C.

Le scrutin intervient alors que la République islamique d'Iran est sous le coup de sanctions américaines asphyxiant son économie, et a été ces derniers mois au bord d'un affrontement militaire avec les États-Unis, son ennemi juré. Le pays a aussi été secoué par des manifestations contre le gouvernement, notamment en raison d'une hausse subite du prix de l'essence. Pas moins de 7 296 candidats aux 290 sièges du Parlement ont été disqualifiés contre 7 148 qualifiés par le Conseil des Gardiens, organe chargé de la validation des candidatures et dominé par les ultraconservateurs. Fin janvier, M. Rohani, un conservateur modéré, a mis en garde contre les menaces pesant selon lui sur «la démocratie», après la disqualification de ces milliers de

candidats, la plupart issus de la coalition gouvernementale formée par les modérés et les réformateurs. Ces disqualifications sont «sans précédent», estime le journaliste indépendant «Farshad Ghorbanpour» qui souligne la désillusion chez les électeurs. «La principale différence avec les précédentes élections est qu'avant, la population croyait que leurs votes permettraient des réformes. Cet espoir a disparu pour une majorité d'Iraniens», dit-il. «Le Parlement actuel est composé en majorité des réformateurs, et les gens estiment qu'ils n'ont rien accompli de sérieux. Le peuple a en conclu que son choix n'a aucune incidence», ajoute-t-il. Selon des observateurs, les électeurs ayant soutenu M. Rohani pourraient bien rester chez eux le vendredi 21 février. Mostafa Hamidi, 37 ans, vendeur au bazar de Téhéran,

affirme à l'AFP qu'il n'ira pas voter, se disant déçu des «promesses non tenues» des politiciens et de la dégradation de la situation économique. «Notre vote ne sert à rien». Beaucoup d'habitants interrogés par l'AFP critiquent la mauvaise gouvernance selon eux des autorités. «A chaque fois qu'on a voté, les choses ne se sont pas améliorées, elles ont empiré», estime Morteza Jaber, qui a une échoppe de pièces détachées dans le quartier pauvre de Molavi (sud). Elu en 2013 puis réélu en 2017, le président Rohani avait promis plus de libertés sociales et individuelles et assuré que les Iraniens allaient pouvoir bénéficier des fruits du rapprochement avec l'Occident. Il a été l'instigateur, pour Téhéran, de l'accord international sur le nucléaire iranien conclu en 2015. Ce pacte avait permis à l'Iran, pays pétrolier, de sortir de son isolement avec un allègement des sanctions internationales, en échange de garanties destinées à prouver que le programme nucléaire iranien n'avait aucune visée militaire. Mais cet accord est menacé de voler en éclats depuis le



Ph. &gt; D. R.

retrait unilatéral américain en 2018 et le rétablissement par Washington des sanctions qui ont plongé l'économie iranienne dans une récession. Par ailleurs, mi-novembre, l'Iran a connu une vague de contestation déclenchée par une hausse surprise du prix de l'essence, qui a été réprimée. Selon Amnesty International, la répression a fait au moins 304 morts. Début janvier, les États-Unis ont tué dans une attaque de drone à Bagdad le puissant général iranien Qassem Soleimani, et des millions d'Iraniens lui ont rendu hommage dans un élan d'unité nationale. Mais cette unité s'est

ensuite fissurée. Après trois jours de déni, les forces armées ont reconnu avoir abattu par «erreur» un avion de ligne ukrainien (176 morts) après son décollage de Téhéran, ce qui a provoqué l'indignation de la population. En l'absence de véritables concurrents, une grande coalition de conservateurs pourrait remporter largement les législatives, dont la campagne a débuté jeudi dans la discrétion. Le Parlement, principal organe législatif de l'Iran, rédige les lois, ratifie les traités internationaux et approuve le budget.

R. C.



## Commentaire

Amateurisme

Par Fouzia Mahmoudi

François Hollande, à deux ans des prochaines élections présidentielles françaises, continue sa bataille médiatique contre son ancien ministre de l'Économie, devenu depuis président de la République française, Emmanuel Macron. Le succès totalement imprévisible du jeune novice en politique a en effet pris de court celui qui malgré des sondages très pessimistes sur ses chances de réélection, envisageait de se présenter une fois encore au suffrage universel en 2017. Depuis une année, après avoir ressurgi dans les médias à la faveur de la mobilisation des «gilets jaunes», l'ancien président ne manque jamais une occasion de critiquer l'action du gouvernement et implicitement son ex-ministre. Cette semaine, Hollande a profité d'une déclaration de Macron sur l'«ancien monde» et le renouvellement historique de l'échiquier politique français pour appuyer avec insistance sur l'inexpérience du gouvernement en place ainsi que des différents élus de La République En Marche. Si François Hollande «ne sait pas» si c'était sa «personne qui était visée», l'ancien président socialiste a tenu à répondre à Emmanuel Macron. «L'amateurisme, cela peut être une qualité : le sport, le fait de se donner aux autres, de faire en sorte que nous puissions tous être unis... D'une certaine façon, c'est bien, a d'abord souligné François Hollande. Mais il y a quand même un certain nombre de domaines où on veut des professionnels, où c'est quand même mieux de savoir qu'il y a des garanties». François Hollande a poursuivi, rappelant les fondamentaux : «C'est quand même préférable de savoir de quoi on parle, de savoir ce que représentent les Français et savoir qui ils sont». Avant de conclure, lapidaire : «Ça s'appelle le respect». Il a aussi estimé que le régime actuel pouvait «quelques fois être loin des Français» avec des décisions prises «sans les avoir consultés, sans les avoir écoutés». «On ne peut pas non plus accepter que notre démocratie se réduise à des images qu'on a vues depuis deux ans : des violences dans la rue, contre les personnes, contre les biens, a-t-il déploré. Ça, c'est un échec grave de la démocratie quand la colère ne peut pas trouver son expression autrement que par la violence». Ainsi, François Hollande intensifie sa campagne contre le président en fonction et semble se positionner pour une possible candidature en 2022. Néanmoins, pour qu'une candidature de sa part fasse sens, il devra non seulement se munir d'un programme attractif pour les Français mais surtout réussir à les convaincre qu'un éventuel nouveau mandat à l'Élysée serait effectivement dans leur intérêt. Or, aujourd'hui, comme durant la majorité de son quinquennat, Hollande ne brille pas par sa popularité et seulement 3 % des Français le considèrent comme un présidentiable crédible. Un chiffre qui ne semble toutefois pas atteindre le moral de l'ex-chef d'État qui continue tranquillement sa guéguerre avec le clan Macron, en attendant le moment, s'il se présente, de se lancer dans la course à la présidentielle. F. M.

## Coronavirus

### Plus de 1 500 morts en Chine, 1<sup>er</sup> cas en Afrique

Le bilan de l'épidémie du nouveau coronavirus a dépassé hier les 1 500 morts en Chine, et un premier cas de contamination en Afrique a été constaté en Égypte. Le ministère égyptien de la Santé a annoncé vendredi avoir enregistré le premier cas sur le continent africain. Le porteur de la maladie, qui n'est pas égyptien, a été hospitalisé en quarantaine. Plus de 66 000 cas de contamination ont désormais été enregistrés en Chine, dont au moins 1 716 parmi les médecins et infirmiers travaillant au contact des malades, selon la Commission nationale de la santé, qui fait office de ministère. Les autorités ont révélé que six membres du personnel soignant étaient décédés, soulignant les risques qu'ils encouraient dans des hôpitaux débordés. La grande majorité des contaminations en milieu hospitalier ont eu lieu à Wuhan, chef-lieu de la province du Hubei, dans le centre de la Chine, et foyer de cette épidémie de pneumonie virale appelée Covid-19 par l'Organisation mondiale de la santé (OMS). L'annonce du chiffre des contaminations à l'hôpital survient une semaine après la mort, due au virus, d'un médecin qui avait tenté d'alerter les autorités mais avait été réprimandé par la police. Son décès avait provoqué la colère sur les réseaux sociaux. En raison d'un afflux de patients dans les hôpitaux du Hubei et

d'une pénurie de fournitures de protection (masques, combinaisons intégrales), une partie du personnel soignant se retrouve à la merci d'une contamination. La Commission de la santé du Hubei a annoncé hier qu'au cours des dernières 24 heures l'épidémie avait fait 139 morts supplémentaires dans la province et que 2 420 nouveaux cas de contamination y avaient été détectés. Le nombre total des nouveaux cas de contamination en Chine continentale (hors Hong Kong et Macao) est de 2 641. De plus, quatre décès ont été constatés ailleurs que dans le Hubei. Cela porte à 1 523 morts le nombre total des décès enregistrés en Chine continentale depuis le début de l'épidémie. La Chine concentre 99,9 % des décès dus au coronavirus enregistrés dans le monde. Jusqu'à présent, le Japon et les Philippines sont les seuls autres pays ayant fait état de décès (un chacun) sur leur territoire. La lutte contre le virus constitue «un grand test pour le système et les capacités de gouvernance du pays», a reconnu vendredi le président chinois, Xi Jinping. L'épidémie a révélé des «lacunes et insuffisances», a-t-il concédé, appelant à améliorer le système de santé national, des propositions lors d'une réunion du Parti communiste chinois (PCC). Côté américain, après avoir initialement

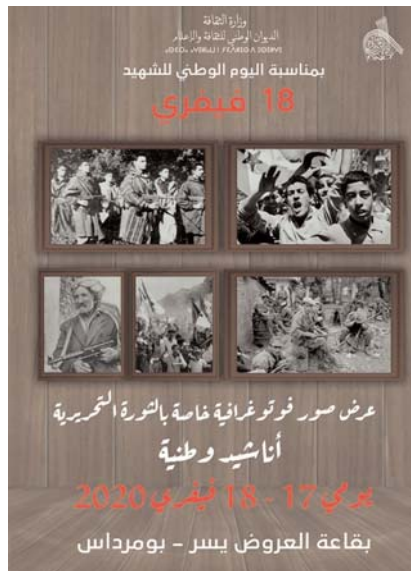
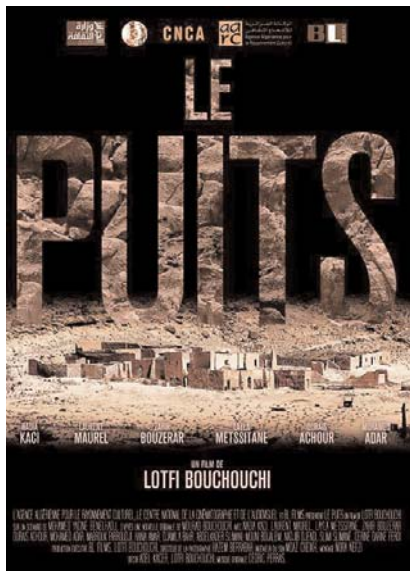
professionnel», la Maison-Blanche a pris ses distances jeudi. «Nous sommes un peu déçus du manque de transparence de la part des Chinois», a déclaré devant la presse Larry Kudlow, le principal conseiller économique du président Donald Trump. Il a notamment regretté que Pékin ait, selon lui, décliné des propositions américaines d'envoyer des experts en Chine. En réaction, un porte-parole du ministère chinois des Affaires étrangères, Geng Shuang, a assuré vendredi que Pékin faisait preuve de «transparence» depuis le début de l'épidémie. «La Chine a toujours considéré une coopération avec les États-Unis de manière positive et ouverte», a-t-il dit. L'OMS a pris vendredi la défense de Pékin, affirmant que le gouvernement chinois «coopère avec nous, invite des experts internationaux, a partagé des séquences (du virus), continue à œuvrer avec le monde extérieur». Les autorités sanitaires du Hubei ont annoncé jeudi, à la surprise générale, un élargissement de leur définition des personnes atteintes de la pneumonie virale Covid-19. Jusqu'à présent, un test de dépistage était indispensable pour déclarer un cas «confirmé». Dorénavant, les patients «diagnostiqués cliniquement», notamment avec une simple radio pulmonaire, seront aussi comptabilisés.



Office national de la culture et de l'information

# Un riche programme pour la journée du chahid

■ L'Office national de la culture et de l'information a concocté un programme riche et varié pour la célébration de la Journée nationale du chahid. Des conférences, des rencontres débats, des expositions, des projections filmiques et autres sont proposées au public de plusieurs villes du pays. Chercheurs, artistes et troupes artistiques et culturelles prennent part à ce programme.



Bouchouchi à Bejaïa, Oran, Oum El Bouagui, Constantine. Ce film a été produit par l'ex-Agence algérienne pour le rayonnement culturel (Aarc). Sorti en 2015, ce long métrage de 90m adopte une nouvelle vision de l'histoire de la guerre de Libération nationale et relate les affres du colonialisme français à travers les souffrances des habitants d'un village du Sud algérien, assiégé et manquant terriblement d'eau. Plusieurs fois primé, le film avait déjà raflé le Grand prix (meilleur long métrage) du 9<sup>e</sup> Festival international du film de Mascate (Sultanat d'Oman), en plus de quatre prix lors du 31<sup>e</sup> Festival du cinéma méditerranéen d'Alexandrie (Egypte), dont le Grand prix du meilleur film arabe. Il avait également remporté le Grand prix du 5<sup>e</sup> Festival international du film d'Oujda (Maroc) et dernièrement le prix du meilleur réalisateur au 9<sup>e</sup> Festival international d'Oran du film arabe (Fiofa).

de photos comme à la salle de spectacle des Issers à Boumerdès où un spectacle pour enfants a été organisé ce vendredi sous le thème «Le prix de la liberté».

A Alger, la salle Atlas a vu l'organisation d'un spectacle pour enfants intitulé «Les enfants de l'aube». D'autres activités sont prévues aussi à Alger mais les détails n'ont pas encore été annoncés. Au complexe culturel Abdelwahab-Selim de Tipaza, une soirée poétique est prévue lundi prochain, un spectacle pour enfants intitulé «Le retour de la martyre» ainsi qu'une exposition de photos et de livres.

A. S.

Par Abia Selles

Comme de coutume, l'Office national de la culture et de l'information a annoncé via les réseaux sociaux une série d'activités dans le cadre de la commémoration de la Journée nationale du chahid. Plusieurs villes du pays sont concernées par ce programme qui met la lumière sur la contribution du peuple à l'indépendance du pays ainsi que sur des événements historiques importants. Des projec-

tions filmiques, des expositions, des spectacles ainsi que des lectures poétiques sont au menu des organisateurs. Il y a même des villes qui ont commencé à célébrer cet événement, à l'image de Constantine. Cette dernière a organisé, dans la soirée de vendredi, des activités diverses, au bonheur d'une assistance nombreuse à la salle de spectacles Ahmed-Bey. Une troupe de Scouts musulmans algériens d'El Kharoub a gratifié le public avec les plus beaux textes de chants patriotiques. Le public,

dont une grande partie d'enfants, a chanté des textes connus et d'autres nouveaux avec la troupe, créant une ambiance festive.

La troupe du théâtre itinérant de la ville de Skikda a présenté une pièce théâtrale sur les martyrs et la révolution nationale, sous le titre «Pour ne pas oublier».

La célébration de la Journée nationale du chahid sera commémorée, entre autres, à travers des projections filmiques. Il y a le long-métrage «Le puits», de Lotfi

l'affiche également, le film documentaire intitulé «Maarakat el chabaka el kobra» du journaliste photographe Laaouar Abdelhak, pordu par Thygvision. La projection de ce film sera suivie d'un débat sur la bataille. Il faut savoir que toutes les salles de cinéma de l'Office national de la culture et de l'information sont concernées par cette projection filmique.

Des événements historiques seront notamment racontés au public, à travers des expositions

## Palais de la culture Moufidi-Zakaria

### La Journée du chahid célébrée en images

La 20<sup>e</sup> édition de la Semaine de la culture et de l'histoire a été lancée au Palais de la culture Moufidi-Zakaria (Alger), une manifestation qui entre dans le cadre de la commémoration de la Journée nationale du chahid. Organisée par l'Association Mechaâl Echahid sous le slogan «Fidélité de l'ANP aux martyrs de la guerre de Libération nationale», cette manifestation englobe plusieurs conférences et activités visant la transmission du message des chahada aux générations de l'indépendance et la préservation de la mémoire nationale.

A l'occasion, le Conseiller à la Présidence de la République, chargé de la société civile,

Aissa Belakhdar, a salué cette tradition perpétuée par l'Association Mechaâl Echahid, appelant à la consécration du message des chahada auprès des générations montantes. L'enseignant universitaire Mohamed Lahcen Zeghidi a rappelé, dans une intervention, que le soutien populaire à l'Armée de libération nationale (ALN) «ne date pas de 1954 (date du déclenchement de la guerre de Libération nationale), mais de l'époque où l'occupation française a foulé le sol de l'Algérie en 1830», ajoutant que «la composante de l'ANP est faite des enfants du même peuple, à tel point que la différence entre ses éléments et le reste du peuple ne réside que dans l'uniforme».

Soulignant le lien «complémentaire et organique» entre le peuple et son Armée, il a rappelé que le peuple a été «un appui fort à l'ALN dans toutes les batailles menées contre le colonisateur français, notamment à travers les manifestations et les grèves organisées à travers les différentes régions du pays».

La Semaine de la culture et de l'histoire qui se poursuivra jusqu'au 20 de février courant, sera ponctuée par des récitals de poésie, des représentations de théâtre et de chants patriotiques, commémorant les hauts faits des artisans de la Révolution.

F. H.

## Concert du chanteur andalou Farid Khodja à Alger

### Du sanaa, aaroubi et haouzi revisités

L'artiste andalou Farid Khodja a animé un concert de musique andalouse à la Basilique Notre dame d'Afrique (Alger), devant une assistance nombreuse.

Accompagné des applaudissements et des youyous du public notamment des familles, le musicien a brillé, lors d'une prestation d'une heure et demie sur scène, en interprétant

nombre de morceaux et chefs-d'œuvre recueillis du répertoire andalou, toutes écoles confondues (sanaa, aaroubi et haouzi).

A l'entame de la soirée, l'artiste a interprété le mawel «Kom Tara» puis «Jadek Elghit» du genre Mezoum, avant d'enchanter l'assistance avec plusieurs chansons célèbres dont «Ya bent bladi», «Ya bellaredj», «Mal hbbi malou» et «Selli hmou-

mek».

A cet effet, Farid Khodja a introduit plusieurs instruments lors de ce concert, tels que la guitare, le banjo et l'accordéon, pour rythmer et harmoniser ses improvisations vocales sur le plancher de la Basilique, séduisant les familles présentes avec des chansons tirées du répertoire cubain à l'instar de «Besame mucho» et «Quizas».

Natif de la ville des Roses, Blida, connue pour son patrimoine andalou et ottoman, Farid Khodja a formé son orchestre en 2002 pour enregistrer une première en mode mazmoum, suivie d'une autre en rased edil et d'une troisième dédiée à sa ville natale, intitulée «Narandj».

L. B.

## AGEND'ART

**Siège de la Fondation Ahmed et Rabah-Asselah**

**Jusqu'au 18 février :**

Exposition collective d'arts plastiques «Un rêve... trois regards», avec l'architecte Chafa Ouzani (Béjaïa), les artistes plasticiens Djamel Talbi (Tizi-Ouzou) et Mourad Abdelaoui (Ain Beïda).

**Théâtre national algérien Mahieddine-Bachtarzi (Alger)**

**Samedi 22 février :**

Concert par l'artiste Zahia Benzengli, intitulé «Mosaïque andalouse». Un programme riche en poèmes et mélodies du patrimoine andalou et ses dérivés.

**Théâtre régional Abdelmalek-Bougremouh de Béjaïa**

**20 février à 19h :**

Concert de Beihdja Rahal.

**Basilique Notre-dame d'Afrique (Bologhine, Alger)**

**20 février à partir de 19h30 :**

Récital de piano par Simon Ghraichy, l'un des pianistes français les plus prometteurs de sa génération. Pour toute réservation, écrire à recitalpiano2020.alger@if-algerie.com

**Musée d'art moderne d'Oran**

**Jusqu'au 4 mars :**

Exposition «Entre mer et terre», de l'artiste espagnol Julio Lozano Pizzano.

**Maison de la culture**

**Abdelkader-Alloula de Tlemcen**

**Jusqu'au 16 février :**

Exposition collective d'arts plastiques avec les artistes Bendima Mohamed de la wilaya de Ain Témouchent, Kafnemer Abdelwahab de Maghnia, Dahmoune Houari et Laroussi Mourad d'Oran.



France

## Slimani fait encore gagner Monaco

**DOMINATEURS,** les Monégasques sont parvenus à l'emporter contre Montpellier grâce à un but de leur attaquant algérien (1-0).

De retour dans le XI de départ, Islam Slimani a une nouvelle fois été décisif.

Privé de Gelson Martins, suspendu à titre conservatoire, l'entraîneur espagnol avait fait le choix de titulariser ensemble Jovetic, Ben Yedder et Slimani à Louis II, alors qu'en face Michel Der Zakarian était privé d'Andy Delort, suspendu.

Le trio offensif des joueurs de la Principauté, bien soutenu par un Golovine tout proche de marquer mais qui envoyait le ballon au-dessus (27) rythmait la première période. Slimani avait auparavant sollicité Bertaud après une combinaison avec Ben Yedder (17'). Pas en reste, Stevan Jovetic tentait sa chance

à plusieurs reprises mais ne cadrant pas d'un rien (38') ou voyait le portier montpelliérain sortir sa tentative (45'+1). Si les deux équipes rentraient aux vestiaires dos à dos, se sont les Monégasques qui dominaient les débats, les visiteurs n'ayant été dangereux que quand Florent Mollet butait sur un Benjamin Lecomte vigilant en tout début de match (6').

Et c'est finalement Islam Slimani qui trouvait la faille de la tête sur corner, comme le week-end passé à Amiens (1-2) pour offrir la victoire aux siens (52'). Montpellier peinait à réagir et Tiémoué Bakayoko trouvait même la barre sur une belle frappe de l'extérieur de la surface (70'). Keita Baldé manquait enfin un but tout fait sur un superbe décalage de Wissam Ben Yedder, lui-même lancé en profondeur par Slimani (90').

Natation/Championnat d'Algérie en eau libre (Jeunes et Open)

## L'USMA écrase tout

**L'USM ALGER** a outrageusement dominé la première édition du championnat national en eau libre (Jeunes et Open), en raflant trois des quatre titres mis en jeu vendredi à la piscine olympique de Tizi-Ouzou. Les Rouge et Noir ont commencé par survoler l'Open (Messieurs et Dames), puis le championnat de jeunes (14-17 ans), disputés l'un comme l'autre sur une distance de trois kilomètres. En Open (messieurs), la victoire est revenue à l'international Anis Djallah, avec un chrono de 33 min 46 sec et 26 cent, devançant ainsi les deux nageurs de l'ASPTT d'Alger, respectivement Mohamed Bachir Mobarki (35 min 14 sec 90 cent) et Redouane Bouali (35 min 25 sec 80 cent). Chez les dames, c'est Khensa Belkacemi qui l'a emporté, en 36 min 25 sec et 84 cent, devant Sarah Moualfi (Club Koléa), deuxième en 38 min 37

sec 72 cent, au moment où Lilia Chater, sociétaire du Club Ayoun Turk (Oran), a complété ce podium féminin, en 40 min 14 sec et 67 cent. Un excellent chrono, qui a permis à la jeune Belkacemi (15 ans) de rafler le titre même chez les jeunes, avec une avance considérable sur Lilia Chater, au moment où une autre Usmiste, Imène Achroui, a complété ce podium de jeunes, en 42 min 26 sec et 7 cent. Chez les garçons, c'est le Boufarikois Wassim Bentabghour qui a remporté le titre, avec un chrono de 35 min 36 sec et 85 cent, devant l'Usmiste Oussama Allam 36 min 21 sec et 41 cent, au moment son coéquipier Soheib Aouina a complété le podium en 36 min 42 sec et 54 cent. «Globalement, je suis satisfait du rendement de nos nageurs dans cette compétition», a assuré le directeur des équipes nationales, Lamine Benabderrahmane.

Tennis / Championnats d'Afrique «Juniors»

## Ines Bekrar remporte le titre



**LA JEUNE** tenniswoman algérienne Ines Bekrar, 17 ans, a remporté, vendredi, le Championnat d'Afrique des juniors U18, en s'imposant en finale à Pretoria (Afrique du Sud) devant l'Egyptienne Yasmin Ezzat par deux sets à zéro (2-0). La jeune Algérienne, vice-championne d'Algérie seniors, a remporté le premier set 6-4, avant de s'imposer au second, sur le même score 6-4. «En cette heureuse occasion, je tiens à féliciter la joueuse Ines Bekrar qui a remporté le titre brillamment en présence des meilleures joueuses du continent africain.

Elle s'est donnée à fond depuis l'entame de la compétition pour atteindre le sommet de l'Afrique. Je profite de l'occasion pour saluer le Centre international ITF de Casablanca (Maroc, ndr) qui joue un grand rôle dans la formation de Bekrar et son suivi. C'est une grande satisfaction pour le tennis et le sport algérien en général», a déclaré à l'APS le directeur technique national (DTN) de la Fédération algérienne de tennis (FAT), Mohamed Bouchabou. Bekrar, tête de série N7, a réalisé un parcours «sans faute» depuis le coup d'envoi de ce rendez-vous africain. Au premier tour, elle avait dominé la Sud-Africaine Kelly Arends 6-3, 6-2, avant de s'imposer au second tour face à la Camerounaise Anna Lorie Lemongo Tombou 7-5, 6-2. Lors des quarts de finale, l'Algérienne a battu la Marocaine Aya El Aouni 6-3, 7-5, puis l'autre Marocaine Yasmine Kabbaj, tête de série N.1, en demi-finale (6-2, 6-3).

# Elle instruit les clubs qu'elle n'accepte plus les grèves

## La FAF souhaite arrêter les pratiques troublantes

■ La Fédération algérienne de football souhaite mettre fin à certaines pratiques qui se sont ancrées au niveau de certains de nos clubs et qui touchent la crédibilité des championnats des Ligue I et II professionnelles.



Zetchi veut mettre de l'ordre

Par Mahfoud M.

**E**n effet, cela est devenu monnaie courante de voir des joueurs de certaines formations faire grève pour réclamer leur argent. Si le fait de demander à percevoir son dû est une chose légitime, par contre cela fausse carrément le championnat si ces joueurs venaient à boycotter leur équipe qui sera contrainte de faire aligner des jeunes qui n'ont aucune expérience ce qui facilite généralement la tâche de l'adversaire. C'est justement pour mettre fin à ces pratiques que le président de la FAF a décidé d'in-

tervenir pour mettre le holà à ce genre de situation qui gangrène le championnat. Cela s'est vérifié lors du championnat de Ligue II, lorsque l'O Médéa, s'est présenté avec une équipe constituée de joueurs de la réserve alors que les seniors avaient refusé de jouer étant donné qu'ils n'étaient pas payés. La même chose s'est produite à l'ASMO. Tout cela montre que la pagaille règne en maître dans notre championnat et c'est pour cela que cette intervention reste salutaire pour tenter de remettre de l'ordre dans nos championnats. Ainsi, les joueurs ne sont pas autorisés à faire grève comme

bon leur semble, surtout que leurs droits sont garantis en sollicitant la commission de résolution des litiges où ils pourront réclamer leur argent et même leur libération en cas de non-paiement de leur dû. Les joueurs seront sanctionnés donc en cas de grève illégale, surtout que cela risque de fausser les résultats du championnat, ce qui n'est nullement autorisé. Par ailleurs, le président de la FAF, Kheiredine Zetchi, invite les joueurs à se constituer en syndicat pour défendre leurs intérêts et éviter donc qu'ils ne soient spoliés.

M. M.

Il rejoint Infantino

## Zetchi veut une CAN tous les 4 ans

**L**e président de la Fédération algérienne de football (FAF) souhaite une Coupe d'Afrique des Nations tous les quatre ans, comme préconisé par le patron de l'instance internationale, Gianni Infantino. «Je suis d'avis d'organiser la CAN tous les 4 ans et je l'ai déjà dit avant à la Radio algérienne. On est pour une CAN tous les quatre ans à condition que le cahier des charges soit plus exigeant que ce qu'il est aujourd'hui», a déclaré Zetchi pour FAF TV. Le président de la Fifa, Gianni Infantino, avait préconisé récemment à Rabat d'organiser la CAN tous les quatre ans dans le but de «la rendre plus commercialement viable et attirante à l'échelle mondiale». «La Coupe d'Afrique génère aujourd'hui 20 fois moins que le Championnat d'Europe des nations et en matière d'infrastructures, je n'ai jamais vu lors de mes voyages des stades

modernes. Il ne faut pas attendre une CAN pour construire un stade, il faut le faire et on va aider l'Afrique sur ce point», avait soutenu l'homme fort de la Fifa, lors d'un séminaire sur le développement des infrastructures footballistiques dans le continent africain organisé au Maroc. Pour l'ancien président du Paradou AC, une compétition tous les deux ans constitue une sorte d'échec pour ce tournoi majeur : «La CAN tous les deux ans, pour moi c'est une sorte d'échec pour cette compétition. La véritable raison est que cette CAN est un gouffre financier pour les pays organisateurs. On voit très souvent une compétition sans public, mis à part les matches qui concernent le pays hôte, ou les matches à partir des quarts de finale. Sur le plan économique, c'est très limité», a-t-il expliqué. Le premier responsable de l'instance fédérale sou-

haite cependant qu'en cas de changement de sa périodicité, le tournoi soit organisé l'année où il n'est prévu aucune autre compétition majeure.

«En cas de passage de cette compétition à une périodicité de tous les quatre ans, je propose qu'elle ne se joue pas une année où se tient une autre compétition majeure comme la Coupe du monde ou l'Euro. Comme ça, la CAN deviendra le grand événement majeur de l'année en question, ce qui va rapporter beaucoup plus à la Confédération africaine de football et donnera plus de temps au pays organisateur pour bien préparer sa compétition», argumente Kheiredine Zetchi. La dernière CAN s'est déroulée l'été dernier en Egypte et avait été remportée par la sélection algérienne face au Sénégal 1-0. La prochaine CAN se déroulera au Cameroun du 9 janvier au 6 février 2021.

# LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejourdalgerie.com>

Pôle urbain Ighzer Ouzarif à Oued Ghir/ Béjaïa

## Lancement des travaux de viabilisation et réseaux divers

LES TRAVAUX de viabilisation divers primaire et secondaires du pôle urbain d'Ighzer Ouzarif (Oued-Ghgir) ont débuté la semaine passée. Le coup d'envoi de ces travaux a été donné par le wali. Plus de 80 entreprises ont été désignées pour mener la troisième tranche de ces travaux de viabilisation qui retardent l'attribution des unités de logements déjà finies aux acquéreurs qui s'impatientent à cause du retard de la réalisation des VRD.

Une enveloppe financière conséquente, estimée à 5 milliards de dinars, a été dégagée afin de prendre en charge ces travaux qui concernent un total de 16 000 unités, dont 6 920 LPL, 9 100 AADL et 80 LPP. «Ce montant va prendre en charge la réalisation des différents réseaux, en l'occurrence, l'alimentation en eau potable, l'assainissement, la fibre optique, l'électricité, gaz, voirie, aménagement des trottoirs et espaces verts», précise la cellule de communication de la wilaya. L'association «Espoir» des sous-

cripteurs AADL a dénoncé récemment le retard accusé dans la réalisation des 2 000 unités de logements lancées en 2016. L'Association estime que le retard de ce programme qui a été confié à l'entreprise Chinoise CRCC est «injustifiable». Lancé en 2016, le projet des 2 000 logements AADL est partagé en deux parties : les zones 1 et 2 contenant 600 logements finis destinés aux souscripteurs AADL 2002, les zones 3, 4, 5 contiennent 1 400 logements destinés aux souscripteurs AADL 2013. «Lesquels sont toujours, hélas, en cours de finition», souligne l'association. «Nous avons constaté un retard énorme au niveau des zones 3 et 4», fait-elle observer encore. En ce qui concerne la qualité des travaux, l'association «Espoir» a émis «des réserves». Elle estime que «les travaux de finition (pose du carrelage et plâtre) et le choix du carrelage au niveau des parties communes ne sont pas de bonne qualité».

Hocine C.

Wilaya d'Alger

## Arrestation de plus de 4 300 individus en janvier

PLUS de 4 300 individus ont été arrêtés par les services de la Police judiciaire de la Sûreté de wilaya d'Alger en janvier dernier, dans le cadre de la lutte contre la criminalité urbaine, indique la Sûreté de wilaya dans un communiqué. «Dans le cadre des activités de lutte contre la criminalité urbaine, les services de la Police judiciaire de la Sûreté de wilaya d'Alger ont traité, durant le mois de janvier dernier, (3 727) affaires, ayant entraîné l'arrestation de 4 344 présumés auteurs qui furent déferés par devant les instances judiciaires compétentes, dont 2 221 pour détention et usage de stupéfiants et substances psychotropes, 387 pour port d'armes prohibées et 1 736 pour divers délits», précise la Sûreté de wilaya d'Alger. Parmi les affaires traitées, 370 sont relatives aux atteintes aux biens et 561 affaires ayant trait aux atteintes aux personnes. Quant aux délits et crimes contre la famille et les bonnes mœurs, les services de la Police judiciaire ont traité 40 affaires et 608 affaires relatives aux biens publics, ainsi que 123 affaires à caractère économique et financier, et 5 autres relatives à la cybercriminalité. Concernant le port d'armes prohibées, les mêmes services ont traité 381 affaires, impliquant 387 personnes présentées par devant les instances judiciaires compétentes, ou 17 personnes d'entre elles ont été placées sous mandat de

dépôt. En matière de lutte contre les stupéfiants, 2 020 affaires impliquant 2 221 personnes ont été traitées, avec la saisie de 14,343 kg de résine de cannabis, 14 002 comprimés psychotropes, 21,58 gr de cocaïne, ainsi que 6,02 gr d'héroïne, et 30 flacons de solution psychotrope. En ce qui concerne les activités de la police générale et réglementaire, les forces de police ont mené durant la même période 179 opérations de contrôle des activités commerciales réglementées, où il a été procédé à l'exécution de 11 décisions de fermetures ordonnées par les autorités compétentes. A propos de la prévention routière, les services de la sécurité publique ont enregistré 24 746 infractions au code de la route qui ont nécessité le retrait immédiat de 7 320 permis de conduire et l'enregistrement de 77 accidents de circulation ayant entraîné 83 blessés et 7 morts, dont la cause principale demeure le non-respect du code de la route. Lesdits services ont mené 1 432 opérations de maintien de l'ordre. Enfin, les services de police de la Sûreté de wilaya d'Alger ont enregistré, en janvier dernier, 44 274 appels sur le numéro 17 police secours et le numéro vert 15-48 et 1 068 appels sur le numéro 104, qui restent à la disposition des citoyens pour informer tout ce qui touche à leur quiétude et leur sécurité.

Lyes O.

## L'Algérie face à la crise économique



Djalou@hotmail.com

Université de Tizi-Ouzou

## Conférence demain sur la transition énergétique

■ Une conférence sur la transition énergétique et les conditions de passage des énergies fossiles aux énergies renouvelables se tiendra demain à l'Université Mouloud-Mammeri de Tizi-Ouzou (UMMTO), a-t-on appris hier des organisateurs de cette rencontre.

Par Hamida C.

La transition énergétique demeure, est-il souligné dans l'argumentaire des organisateurs dont une copie a été remise à l'APS, «un débat qui s'impose en permanence» et l'Algérie «est plus que jamais appelée à entamer sa transition énergétique», a-t-on ajouté. L'objectif de cette conférence a, par ailleurs, indiqué Hamaz Tahar, enseignant chercheur à l'UMMTO, est d'esquisser «les conditions et les enjeux de cette transition en incitant à la culture de l'efficacité énergétique dans le souci de préserver le potentiel énergétique national». Les confé-

renciers dresseront également, à l'occasion, un état des lieux du secteur de l'Énergie en Algérie et suggérer les mécanismes et les conditions nécessaires pour opérer cette transition. «La réalité énergétique nationale est marquée par le gaspillage favorisé par les subventions accordées aux prix de l'énergie, mais aussi par un retard dans le passage aux énergies renouvelables», a observé, à ce propos, M. Hamaz. Soulignant que «l'Algérie consomme actuellement près de 50 % de sa production de gaz en interne et les prévisions les plus optimistes indiquent que d'ici à l'horizon 2030 celle-ci (la consommation)

atteindra la totalité de la production». C'est pourquoi, a-t-il renchéri, «il est plus que nécessaire de changer notre modèle énergétique». Reste à définir «quelles sont les meilleures conditions pour réussir cette transition en cernant ses enjeux, énergétique et économique, qui visent sur le premier plan à économiser notre énergie pour renforcer notre approvisionnement en interne, mais aussi à en tirer profit économiquement en créant de l'emploi et en permettant une dynamique de développement économique», a-t-il observé.

H. C./APS

Crise en Libye

## «Les besoins humanitaires sont en constante augmentation»

Le président du Comité international de la Croix-Rouge (CICR), Peter Maurer, a estimé hier que les besoins humanitaires sont en constante augmentation en Libye en raison de la crise politico-sécuritaire que vit le pays, affirmant que son organisation travaille en étroite collaboration avec plusieurs organisations et institutions libyennes pour porter assistance aux civils. «Aujourd'hui, les besoins humanitaires sont en constante aug-

mentation en Libye. Nous avons ainsi progressivement repris nos activités dans quelques lieux de détention sous la responsabilité des ministères de la Justice», a relevé le président du CICR, M. Maurer, dans un entretien à l'APS, au terme d'une visite effectuée en Libye. Selon le CICR, plus d'un million de personnes en Libye en 2019 ont bénéficié d'un ou plusieurs services fournis par le CICR, affirmant travailler en étroite collaboration

avec le Croissant-Rouge Libyen et la Compagnie générale des eaux et des eaux usées et d'autres autorités municipales, pour fournir le matériel et le soutien nécessaires à plus de 400 000 personnes. En outre, M. Maurer a informé que les délégués du CICR ont visité en 2019 des personnes privées de liberté dans trois lieux de détention sous l'autorité du ministère de la Justice, à Tripoli, Misrata et Benghazi.

Lamine H.